Apprentissage et tabellionage à Rouen (1360-1421) : qu'enregistrent les contrats écrits ?

Apprenticeship and Tabellionage in Rouen (1360-1421): What Do Written Contracts Record?

Apprendistato e tabellionage a Rouen (1360-1421): cosa registrano i contratti scritti?

Lehrverträge und ihre Aufzeichnung in Rouen (1360-1421): Wer registrierte die schriftlichen Verträge?

François Rivière

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tabularia/5355>

DOI : 10.4000/tabularia.5355

ISSN : 1630-7364

Éditeur :

CRAHAM - Centre Michel de Boüard, Presses universitaires de Caen

Référence électronique

François Rivière, « Apprentissage et tabellionage à Rouen (1360-1421) : qu'enregistrent les contrats écrits ? », *Tabularia* [En ligne], Richesse du tabellionage normand au Moyen Âge, mis en ligne le 28 juillet 2021, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/tabularia/5355> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tabularia.5355>

la revue *Tabularia* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

**Apprentissage et tabellionage à Rouen (1360-1421):
qu'enregistrent les contrats écrits?**

***Apprenticeship and Tabellionage in Rouen (1360-1421):
What Do Written Contracts Record?***

***Apprendistato e tabellionage a Rouen (1360-1421):
cosa registrano i contratti scritti?***

***Lehrverträge und ihre Aufzeichnung in Rouen (1360-1421):
Wer registrierte die schriftlichen Verträge?***

François RIVIÈRE

LaMOP – Paris 1 Panthéon Sorbonne (UMR 8589),
post-doctorant dans le LabEx HaStec en 2018-2019

Résumé:

À Rouen, les contrats d'apprentissage médiévaux paraissent peu nombreux dans les registres de tabellionage du fait de pertes documentaires après 1421. Toutefois, la fréquence de leur enregistrement est suffisante pour constituer un corpus aussi significatif que dans d'autres villes. Le recoupement avec les archives de la commune de Rouen et de l'organisation professionnelle des plombiers-étameurs suggère que l'enregistrement des contrats d'apprentissage ne reflète pas les pratiques ordinaires en matière de formation professionnelle. L'étude de la forme des contrats permet de faire la part entre leur caractère stéréotypé et les motivations singulières qui ont mené à l'établissement d'un acte authentique : indépendamment des organisations professionnelles, les parties, notamment des orphelins ou des apprentis majeurs, recourent à l'écrit pour s'assurer de la réciprocité de leurs obligations ou du respect d'engagements financièrement importants et/ou de longue durée.

Mots-clés : Rouen, apprentissage, métiers, professions, notaire, contrats, pratiques de l'écrit

Abstract:

In Rouen, the apprenticeship contracts seem to be scarce in the registers of the notaries (tabellionage), because of archival losses after 1421. However, the frequency of their registration suffices to gather a corpus as significant as in other cities. Nonetheless, the comparison with the archives of the commune of Rouen and of the plumbers-pewterers suggests that ordinary apprenticeship contracts were not written down and registered. The study of the form of the contracts separates the stereotyped phrases from the singular motives that led to draw up a notarial deed. Independently from craft guilds, the parties, especially orphans or adult apprentices, resorted to written agreements to make sure that their obligations were reciprocal or that financially substantial and/or long term commitments were honoured.

Keywords: Rouen, apprenticeship, crafts, trades, notaries, contracts, literacy

Tabularia « Études », « Richesse du tabellionage normand... », 2021, p. 1-29, 28 juillet 2021

URL: <http://journals.openedition.org/tabularia/5355> | DOI: 10.4000/tabularia.5355

Riassunto:

A Rouen, i contratti di apprendistato medievali sembrano essere poco numerosi nei registri del tabellionage a causa delle perdite documentarie dopo il 1421. Tuttavia, la frequenza della loro registrazione è sufficiente per costituire un corpus significativo come in altre città. Un controllo incrociato con gli archivi del comune di Rouen e l'organizzazione professionale degli idraulici e degli stagnini suggerisce che la registrazione dei contratti di apprendistato non riflette le pratiche ordinarie nel campo della formazione professionale. Lo studio della forma dei contratti ci permette di distinguere tra il loro carattere stereotipato e le motivazioni singolari che hanno portato alla creazione di un atto autentico: indipendentemente dalle organizzazioni professionali, le parti, in particolare gli orfani o gli apprendisti adulti, hanno fatto ricorso alla scrittura per garantire la reciprocità dei loro obblighi o il rispetto di impegni finanziariamente importanti e/o a lungo termine.

Parole chiave: Rouen, apprendistato, professioni, notaio, contratti, pratiche di scrittura

Zusammenfassung:

In den Registern der Notare von Rouen sind nach 1421 aufgrund von Dokumentenverlusten nur wenige mittelalterliche Lehrverträge zu finden. Die Häufigkeit ihrer Registrierung reicht jedoch aus, um einen ähnlich signifikanten Korpus wie in anderen Städten zu erstellen. Quervergleiche mit den Archiven der Kommune von Rouen und der gildenähnlichen Organisation der Blechschmiede und Klempner lassen vermuten, dass die Registrierung der Lehrverträge nicht die üblichen Praktiken im Bereich der Berufsausbildung widerspiegelt. Eine Studie über die Form von Verträgen ermöglicht es, zwischen ihrem stereotypen Charakter und den einzigartigen Beweggründen zu unterscheiden, die dann zur Ausstellung einer Vertragsurkunde geführt haben. Unabhängig von den Berufsorganisationen greifen die Vertragspartner, insbesondere Waisenkinder oder mündige Lehrlinge, auf die Schriftform zurück, um sicherzustellen, dass ihre Verpflichtungen auf Gegenseitigkeit beruhen oder dass finanziell bedeutende und/oder langfristige Verpflichtungen eingehalten werden.

Schlagwortindex: Rouen, Lehre, Handwerk, Beruf, Notariat, Vertrag, Schriftlichkeit

Les contrats d'apprentissage donnent la fascinante impression de pouvoir saisir en détail les relations humaines médiévales : une veuve du Vexin confie son fils à un maître coutelier de Rouen pour huit ans, en le priant de lui enseigner sa profession « sans le treictier durement » et en s'engageant à le ramener s'il fugue¹. Mais cette situation est-elle ordinaire ou exceptionnelle ? Que cachent les expressions choisies par le tabellion pour résumer l'acte sur son registre ? Face à la confusion générée par la juxtaposition de cas particuliers, une approche quantitative a souvent été choisie pour étudier la documentation massive laissée par les professionnels de l'écrit, mais, jusqu'à présent, elle n'a pas été appliquée exhaustivement à Rouen. Cet article propose donc une réflexion méthodologique sur la manière dont le tabellionage de Rouen peut rendre compte de la formation professionnelle médiévale, mais aussi sur ses limites. Je replacerai d'abord ma démarche parmi les apports de l'historiographie. Puis je m'interrogerai sur la représentativité des contrats d'apprentissage mis par écrit

1. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/153, f. 55v, 1^{er} juin 1381.

par les tabellions face aux autres sources et aux pertes documentaires. Enfin, je mettrai en rapport les formes des contrats et les enjeux que le choix d'un modèle peut révéler.

Comment étudier l'apprentissage à travers le tabellionage de Rouen ?

Dès le XIX^e siècle, l'archiviste et historien Charles Marie de Robillard de Beaurepaire a glané ces textes et en a nourri de nombreuses notices destinées à la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure². Il a ainsi éclairé par petites touches de multiples professions de l'Ancien Régime, des plus habituelles aux plus intrigantes, comme ces vendeurs ambulants du médicament appelé thériaque, les triacleurs³. Toutefois, les exemples restent ainsi dispersés, voire isolés dans les cas des activités atypiques, que ce soient le triacleur cité, un fabricant de miroirs (mirouyer)⁴ ou un déélier qui fabriquerait des dés à coudre⁵. Lorsque même ce savant connaisseur des archives n'a pas trouvé d'autres sources pour le Moyen Âge, la nature du savoir-faire transmis peut alors rester mystérieuse. Cela pose la question de la représentativité de tels actes : pourquoi seul un représentant d'une profession fait-il authentifier un contrat d'apprentissage ? Cela ne paraît pas seulement lié au degré de spécialisation : les fabricants de tasses en bois ont laissé au moins trois apprentissages⁶, des engagements de travail, ainsi que de nombreuses traces documentaires des objets qu'ils produisaient. Inversement, la draperie, filière industrielle particulièrement développée à Rouen, ne paraît guère avoir laissé de contrats écrits de ce type : Charles de Beaurepaire n'en signale pas et, plus récemment, Jean-Louis Roch n'en cite que deux exemples, qu'il met en contexte grâce à des actes concernant d'autres métiers⁷.

Le secteur du bâtiment a été étudié de manière plus systématique par Philippe Lardin⁸. Mais il remarque d'emblée que les 33 apprentissages relevés

-
2. Voir dans la bibliographie finale toutes les publications de Charles Marie de Robillard de Beaurepaire où j'ai repéré des mentions d'apprentissage.
 3. BEAUREPAIRE, 1909d, p. 222-223. Contrat d'août 1396 entre Jean Partout et Jean Marescot, conservé d'après Charles de Beaurepaire dans Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/156, fol. 47v. J'ai transposé les cotes données par cet auteur dans le système actuel, mais le folio ou la date des actes qu'il indique sont parfois erronés. L'apprentissage de ménestrel de Guyot Gonnor est ainsi censé se trouver au folio 33 du 12^e registre du tabellionage et dater de 1406, mais il est introuvable dans le volume coté 2E 1/161 qui correspond à ces indications. Je préciserai donc lorsque la cote n'a pas été vérifiée.
 4. BEAUREPAIRE, 1909c, p. 183, note 3. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/152, fol. 24v en 1372 selon l'auteur.
 5. *Ibid.*, p. 180. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/154, fol. 262r, 26 juin 1393. Le mot déélier ou deelier est inconnu du Dictionnaire du Moyen Français et n'apparaît que comme nom propre dans le corpus textuel associé à ce dictionnaire, consultable en ligne sur <http://www.atilf.fr/dmf>.
 6. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 43r, 24/11/1360 et fol. 55v, 15/1/1361; 2E 1/151, fol. 218v, 12/7/1365. Voir BEAUREPAIRE, 1897a, notamment p. 267-268.
 7. ROCH, 2013, p. 134-138.
 8. LARDIN, 2014.

entre 1363 et 1421 « ne concernent certainement qu'une minorité des apprentis de la ville et les raisons de leur enregistrement n'apparaissent pas toujours clairement ». Le faible nombre des contrats recueillis à Rouen entrave les approches quantitatives menées grâce aux centaines d'actes disponibles pour d'autres espaces, l'Orléanais⁹, la Touraine¹⁰, Toulouse¹¹ ou la Provence¹². L'une des limites est la période couverte, qui s'arrête en 1421¹³. Dans sa thèse, Philippe Lardin explique cette particularité par le fait qu'à partir de 1425 environ, les registres du tabellionage « ne contiennent pratiquement plus que des transactions de biens immobiliers ou de rentes », tandis que les contrats d'apprentissage ou les prix-faits disparaissent « pour des raisons difficiles à déterminer »¹⁴. Depuis, cette évolution a été éclairée d'un jour nouveau par une découverte documentaire de Philippe Cailleux : il a prouvé qu'à partir de 1439 au plus tard, les actes mobiliers sont enregistrés dans des volumes différents de ceux qui sont conservés¹⁵. La perte de cette série parallèle de registres « de meubles » est une cause probable de la baisse de la diversité des archives du tabellionage à partir de la domination anglaise sur Rouen (1419-1449)¹⁶. Or l'apprentissage fait sans doute partie de cette catégorie juridique des « meubles », dont les modalités d'application par les tabellions normands apparaissent grâce à un tarif du XV^e siècle, également édité et commenté par Philippe Cailleux. Alors que la rédaction des lettres en matière mobilière et immobilière était traitée comme un tout par un tarif antérieur, l'« obligation de louage ou engagement à terme », qui recouvre sans doute l'apprentissage, est alors distinguée des obligations concernant les « héritages », c'est-à-dire les immeubles¹⁷. Le coût de l'acte est de 26 deniers et augmente si le montant du contrat dépasse 10 livres, à raison d'une maille par livre supplémentaire. Passer devant le tabellion est donc un investissement, même si les engagements mobiliers sont moins chers que les procédures immobilières, qui dépassent généralement 36 deniers¹⁸. L'utilisation de cette catégorie des louages soulève le problème des distinctions juridiques entre contrats d'apprentissage, de louage de service, de louage d'ouvrage, d'entreprise ou prix-fait : cette ambiguïté a été soulignée en Normandie comme en Bourgogne et en France méridionale,

9. MICHAUD-FRÉJAVILLE, 1980, 1982, 1989, 1991 et 1993.

10. CHEVALIER, 1975, p. 409-411.

11. WOLFF, 1954, p. 434-438.

12. BERNARDI, 1993, 1995 (p. 79-83) et 2009 ; MICHAUD, 1994, 1996, 2002 et 2007.

13. Pour le seul secteur du bâtiment d'Aix-en-Provence, Philippe Bernardi peut rassembler des actes sur 230 individus en allant de 1401 à 1550. BERNARDI, 1993, p. 72.

14. LARDIN, 1995, p. 14.

15. CAILLEUX, 2011, p. 161.

16. En se basant sur la présence de « ventes de chevaux, de bétail, de rentes viagères », cet historien fait remonter ce tournant à 1415 et non, comme Philippe Lardin, à 1425. Mais des contrats d'apprentissage ou de louage de service sont bien attestés dans les registres conservés jusqu'en 1421 au moins.

17. CAILLEUX, 2014, p. 28-29. Voir la source p. 42, § 16.

18. Pour donner un ordre de grandeur, le salaire journalier d'un manoeuvre du bâtiment a été estimé entre 20 et 28 deniers à l'époque étudiée ici, entre 1360 et 1420. BOIS, 1976, p. 390.

ainsi qu'en Allemagne¹⁹. Mais le formulaire employé à Rouen pour les minutes des contrats d'apprentissage n'a guère été étudié, ou a été réduit à quelques formules stéréotypées. J'ai donc choisi de relever tous les actes comprenant une clause explicite de formation, ainsi qu'un échantillon des contrats qui s'en rapprochent.

Enfin, l'apprentissage peut aussi être encadré par des organisations de métiers, mais celles-ci sont très inégalement présentes, notamment dans le secteur du bâtiment dont les contrats ont été le mieux étudiés. Philippe Lardin affirme que «l'entrée en apprentissage était un acte officiel», ce qui est avéré pour certaines professions réglementées comme les étameurs-plombiers, mais n'a pas été établi pour les activités dépourvues de statuts attestés, qui incluent les maçons, les charpentiers ou les cloutiers, en plus des activités très spécialisées déjà citées²⁰. Le silence des sources incite plutôt à la prudence, car l'existence d'une réglementation est documentée pour 36 professions entre 1290 et 1382, mais seules 24 (66,6 %) ont laissé des traces écrites plus ou moins développées sur les normes en vigueur, parmi lesquelles 14 (58 %) contrôlent explicitement la formation²¹. L'absence de mention de l'apprentissage dans les sources normatives n'est pas une spécificité de Rouen : parmi les 101 statuts de métiers de Paris publiés sous le nom de «livre des métiers», seuls 48 encadrent la formation (47 %), tandis que 35 (34 %) ne l'évoquent que pour l'affranchir des contraintes de durée, de coût ou de nombre d'apprentis, et que 19 (19 %) n'en disent rien²².

De plus, des contrats passés oralement dans un lieu public comme une taverne, voire rédigés sous forme de cédule sous seing privé, sans être authentifiés par une autorité ni impliquer le groupe professionnel, sont sans doute considérés comme valables, et probablement majoritaires²³. Cette pratique est encore fréquente à la fin de l'Ancien Régime, où les communautés de métiers peinent à la contrôler : dans des villes poitevines, une tentative de systématisation de l'enregistrement dans les années 1780 suggère que les deux tiers des apprentis auraient été engagés par des conventions sommaires qui n'étaient pas enregistrées et laissent donc peu de traces documentaires, même si elles peuvent avoir été rédigées. La proportion d'apprentissages sans contrat écrit est même estimée aux

19. LARDIN, 2014, p. 125 et 129 ; RIVIÈRE, 2014. L'historiographie peut être retracée à partir de BERNARDI, 2009, p. 94-122 et de ROCH, 2013, p. 134-136. Voir aussi récemment ROY, 2019, p. 315-327 et p. 434-440. Pour l'Allemagne, SCHULZ, 1985 et WESOLY, 1985.

20. LARDIN, 2014, p. 121-122 (citation p. 121). Contrairement à ce qu'écrit cet historien, les cordonniers rouennais ont bien des statuts datés du 25 juillet 1375 (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/ anc/chartrier de Rouen, tiroir 15, liasse n° 9), qui se revendiquent d'une guilde validée par écrit depuis 1131 (*Regesta regum Anglo-Normannorum*, Charles JOHNSON et Henry A. CRONNE [éd.], II, doc. 1695, p. 249).

21. RIVIÈRE, 2019, p. 208-209. Parmi les 36 professions réglementées attestées, l'encadrement de l'apprentissage n'est donc documenté que dans 40 % des cas. Pour la période antérieure à 1290, aucune source concernant l'apprentissage n'a été retrouvée à ce jour pour la Normandie.

22. GEREMEK, 1968, p. 29-31.

23. Pour la période médiévale, aucune trace d'écrit consignait un contrat de formation sous forme de brevet ou d'acte sous seing privé n'a été retrouvée à ma connaissance, même si des attestations écrites de fin d'apprentissage sont parfois prévues par la réglementation.

trois quarts à Paris en 1851, alors que les associations professionnelles supprimées ne fournissent plus de cadre alternatif à l'écrit²⁴. Il est probable que l'oralité et les accords informels aient eu une importance au moins aussi grande dans le Rouen médiéval, sans que les parties impliquées aient ressenti le besoin de plus de garanties²⁵. Les traces documentaires conservées n'en paraissent que plus exceptionnelles, mais leur manque de représentativité les rend également difficiles à utiliser pour des démonstrations générales sur la formation professionnelle.

Pour mieux interpréter les informations livrées par le tabellionage, j'ai donc cherché à replacer la mise par écrit des apprentissages en contexte. Au lieu de distinguer les différentes activités comme l'historiographie antérieure, j'ai mené des sondages transversaux portant sur une année d'activité du tabellionage afin d'obtenir une perspective globale sur les professions qui recourent à ce mode d'enregistrement et sur les différentes formes d'actes employées à un même moment. Cette méthode permet de s'interroger sur les usages du tabellionage en fonction des professions et de leur type d'organisation, mais aussi du contexte politique changeant. Entre le plus ancien registre du tabellionage conservé en 1360 et les années 1420, le paysage institutionnel de Rouen est profondément modifié : la commune est supprimée par le roi après les révoltes de la Harelle en 1382 et les officiers royaux acquièrent une large partie de ses compétences, notamment en matière de police professionnelle²⁶. L'évolution du rôle des autorités dans l'enregistrement des apprentissages interagit-elle avec le recours aux tabellions ?

Un dépouillement systématique a été mené sur quatre années : 1360-1361, 1364-1365, 1399-1400 et 1419-1420. Les années 1364-1365 et 1419-1420 ont été choisies afin de permettre un recoupement avec d'autres sources. En effet, pour 1364-1365, un registre de justice de la commune de Rouen a gardé trace de contrats de formation²⁷. Quant à 1419-1420, il s'agit de la première année qui peut être recoupée avec le « papier » où les gardes des étameurs et plombiers consignent les apprentis de leur métier²⁸. Ces documents seront également confrontés avec le corpus de sources normatives et judiciaires constitué dans ma thèse²⁹, et avec les contrats d'apprentissage signalés par l'historiographie.

24. PELLEGRIN, 1993, p. 360-361 pour les exemples du Poitou et de Paris. Le recours aux contrats notariés en matière d'apprentissage régresse entre la fin du XVIII^e siècle et le XIX^e siècle, car il n'est plus requis institutionnellement. CROWSTON, KAPLAN et LEMERCIER, 2018, p. 850.

25. Je ne partage donc pas l'opinion de Philippe Lardin selon laquelle les professions sans statuts n'auraient pas « eu d'autre choix » que de recourir au tabellionage, tandis que pour les autres activités, les autorités ainsi que les gardes étaient nécessairement impliqués dans des contrats d'apprentissage aux clauses identiques. LARDIN, 2014, p. 121-122.

26. CHÉRUEL, 1844, p. 444 et suivantes, notamment p. 469-470 et 490-496 sur les institutions de métiers ; HAQUET, 2003, p. 146 et 159-165.

27. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/GG.

28. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 5E 436. Le registre des étameurs est ouvert en mai 1415, comme l'indiquent la page de titre et la liste des apprentis fils de maîtres, même si quelques cas parmi les apprentis non fils de maîtres remontent à 1413-1414. Or les registres du tabellionage connaissent une lacune entre le 30 mars 1415 n. s. (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/166) et le 27 mars 1418 (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/167).

29. RIVIÈRE, 2017.

Quelle représentativité accorder aux contrats d'apprentissage enregistrés ?

La rareté des contrats d'apprentissage conservés, une spécificité du tabellionage de Rouen ?

Des actes contenant des clauses de formation émergent dès 1360 dans le premier registre conservé pour le tabellionage de Rouen, le plus ancien recueil de contrats pour la Normandie qui ne soit pas connu sous forme de fragments³⁰. Mais la rareté de ce type d'acte, que rien ne distingue parmi les abondantes minutes, explique sans doute pourquoi un relevé exhaustif n'a pas encore été réalisé : le tableau 1 vise à évaluer plus précisément la faiblesse du rendement d'un tel dépouillement. Le nombre d'actes que comprend chaque registre a été estimé à partir du nombre moyen d'actes par folio, afin de prendre en compte la forte diminution de la densité des volumes, qui sont progressivement rédigés avec une écriture plus grande, une mise en page plus aérée et des formulaires juridiques plus loquaces pour chaque minute³¹. Ces calculs prennent en compte les « contre-lettres », c'est-à-dire les actes par lesquels une partie confirme la réciprocité d'un contrat rédigé en sa faveur, en s'obligeant à en effectuer les contreparties. Les mentions de ces actes sont particulièrement nombreuses en 1364-1365, avant de disparaître dans les apprentissages relevés après les années 1360³². Même si l'on fait abstraction de cette évolution formelle, ces sondages limités attestent de très fortes variations qui montrent à quel point le recours au tabellionage est une démarche spécifique dans ce domaine.

L'année 1399-1400 met en valeur un creux surprenant dans la documentation, avec seulement deux contrats. Pourtant, l'enregistrement de ce type d'acte reste régulier après la suppression de la commune en 1382 et les changements formels des années 1390 : les relevés dispersés de l'historiographie signalent deux autres apprentissages dans le même registre, à l'automne 1397³³, et au moins sept par an en 1392 et 1396. De plus, l'activité globale du tabellionage

30. BRETTHAUER, 2014, p. 15. La tenue de registres de contrats est attestée en Normandie à partir des années 1320 mais ne se diffuse largement qu'à partir des années 1380.

31. La moyenne a été calculée à partir du nombre d'actes de 3 feuillets ordinaires, éloignés les uns des autres au sein des registres (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 26, 93v et 134v ; 2E 1/151, fol. 161, 171 et 198v ; 2E 1/157, fol. 261v, 314v et 328 ; 2E 1/167, fol. 233 et 305v ; 2E 1/168, fol. 78). La diminution de la densité des actes sur les feuillets ne commence pas en 1399 : elle est aussi sensible dans les registres de 1394-1395 et de 1396-1397, qui comptent respectivement 268 et 169 feuillets pour une période d'un an, alors que celui de 1390-1394 concentre près de 4 ans d'actes en 342 feuillets, pour un format similaire (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/154, 155 et 156).

32. En 1399-1400, des contre-lettres sont pourtant encore fréquemment enregistrées pour des baux à rente ou à ferme de terres ou de maisons, y compris sur les folios où des apprentissages ont été relevés (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/157, fol. 314v et 328). Dans les registres de 1419-1420, le nombre de contre-lettres paraît diminuer, mais l'on en trouve toujours, par exemple pour le « louage » de la ferme d'une partie des aumônes faites à la cathédrale de Rouen, le 10 mars 1419 n. s. (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/167, f. 211).

33. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/157, fol. 20v, 15 septembre 1397, apprentissage de coutelier (Beaurepaire, 1892, p. 225) ; fol. 49v, 18 novembre 1397, apprentissage de huchier (LARDIN, 2014, p. 135).

Période	Nb. de folios	≈ Moy. actes / fol.	≈ Actes dépouillés	Actes formation	Références
5 juin 1360 - 9 juin 1361	103,5 fol.	58,5	6 065	9 + 3 contre-lettres	Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 3-106v
7 novembre 1364 - 7 novembre 1365	96 fol.	53,5	5 146	14 + 6 contre-lettres	Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, fol. 149-244
15 janvier 1399 n. s. - 17 janvier 1400 n. s.	156,5 fol.	22,5	3 490	2	Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/157, fol. 261v-417
28 février 1419 n. s. - 15 mars 1420 n. s.	317,5 fol.	11	3 492	7	Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/167, fol. 202v-345 et 2E 1/168, 1-173v

Tableau 1 – Sondages sur les actes mentionnant la formation dans le tabellionage de Rouen entre 1360 et 1420

reste soutenue et la conjoncture économique est encore à la reprise, entre les troubles du milieu du XIV^e siècle et ceux du début du XV^e siècle, juste avant l'épidémie de 1400³⁴. Il reste donc à penser que les Rouennais peuvent se passer de tabellions en matière de formation professionnelle pendant un an, à deux exceptions près.

Recourent-ils alors à d'autres instances pour obtenir des écrits authentiques ? Le fait est avéré pour la période communale antérieure. Le plus ancien contrat d'apprentissage que j'ai retrouvé à ce jour pour la Normandie est en effet conservé dans le registre de justice du maire de Rouen de 1355-1356³⁵. Cela est *a priori* surprenant, car ce volume ne contient normalement que les plaids d'héritages, où sont jugées les affaires liées aux immeubles. Toutefois, comme quelques autres cas de meubles dispersés³⁶, cet acte est inséré vers la fin des causes traitées le 7 mars 1356 n. s. par le lieutenant du maire, juste avant deux rapports de

34. BOIS, 1976, p. 270-279.

35. *Le roule des plès de heritage de la mairie de Jehan Mustel (1355-1356)*, Lucien VALIN (éd.), Rouen, Wolf, 1924, p. 182, n° 14 : apprentissage de tailleur de robes. L'original est conservé à Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/anc/tiroir 136.

36. *Le roule des plès de heritage...*, p. 142.

médecins sur des coups et blessures qui ne relèvent pas non plus des « héritages ». La commune exerce ici sa juridiction gracieuse, authentifiant un accord qui, d'après une note marginale, a été établi devant le prêtre G. de Saint-Sevestre, « commis », c'est-à-dire sans doute délégué par la commune à cette tâche³⁷. Ce cas atypique reste logiquement isolé pour 1355-1356.

L'autre vestige de la juridiction communale qu'est le registre de plaids de 1364-1365 consigne de nouveau des actes liés à des apprentissages³⁸. Cette fois, il s'agit bien des sessions dédiées aux affaires de « meubles », qui comprennent d'ailleurs le versement de 29 « hanses », une redevance qui donne le droit d'exercer une profession de manière indépendante, payée à la commune en présence des gardes du métier³⁹. Ce document réunit donc les conditions pour accueillir la mise par écrit d'apprentissages. Toutefois, il n'en contient que 2 entre le 27 décembre 1364 et le 13 novembre 1365, alors qu'il détaille des plaids quasi quotidiens, allant jusqu'à distinguer des séances de prime et du soir pour un même jour⁴⁰. Sur la même période, le tabellionage recèle 13 contrats : ce n'est donc pas la juridiction gracieuse de la commune qui lui fait concurrence. De plus, même en cumulant les différentes sources, seuls 15 apprentissages ont laissé des traces d'une mise par écrit pendant un laps de temps de près de 11 mois, alors qu'il s'agit de l'année la mieux documentée parmi les sondages effectués : cela paraît extrêmement réduit pour une ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, l'une des plus peuplées du royaume de France. En effet, Rouen aurait encore compté environ 20 à 25 000 habitants en 1380 après une réduction de plus de moitié depuis 1347⁴¹. La population pourrait être remontée à près de 60 000 habitants dans les années 1410 du fait des réfugiés fuyant la guerre, avant de redescendre vers 15 000 personnes dans les années 1440 à cause d'une catastrophe multifactorielle⁴² : quelles que soient les fluctuations, le nombre d'apprentis dont l'engagement a été mis par écrit paraît infime.

Il est difficile de savoir s'il s'agit d'une spécificité rouennaise, car les historiens ayant mené des études quantitatives ne donnent souvent que des chiffres globaux du nombre de contrats recueillis sur une longue période, dans des contextes documentaires divers qui sont inégalement détaillés. C'est donc

37. Ce clerc est sans doute membre d'une famille d'officiers de la commune, car un Jean de Saint-Sevestre, prêtre, est représentant de la commune en 1344 (CHÉRIUEL, 1844, p. 141).

38. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/anc/GG, fol. 3v, 13 janvier 1365 n. s., apprentissage de lingère de vieille œuvre; fol. 9, 14 février 1365 n. s., apprentissage de joueur de chifonie, c'est-à-dire d'une forme de vielle à clavier (*Dictionnaire du Moyen Français* [en ligne], ATILF CNRS/Université Nancy II, 2015, disponible sur <http://www.atilf.fr/dmf>).

39. Sur cette procédure, RIVIÈRE, 2015, p. 34 et 40-42 et RIVIÈRE, 2017, p. 361-363. Au XV^e siècle, cette comparution devant la justice peut donner lieu à un témoignage du formateur du futur maître selon lequel l'apprenti a bien rempli ses engagements.

40. Pour une rapide description du registre des plaids de meubles, voir *Le roule des plèls de heritage...*, p. 24-25.

41. Pour une synthèse récente des débats, voir GAUTHIEZ, 2013, p. 57-58.

42. *Rouen au temps de Jeanne d'Arc et pendant l'occupation anglaise (1419-1449) : documents publiés avec introduction et notes*, Paul LE CACHEUX (éd.), Rouen, A. Lestringant; Paris, A. Picard, 1931, p. XXVII et XXVIII; Bois, 1976, p. 50-62, 284-308 et 369-376.

surtout à titre heuristique que je tenterai de confronter des ordres de grandeur. L'enregistrement centralisé des contrats à Dijon fournit un parallèle intéressant, même si Thomas Roy ne distingue pas l'apprentissage des contrats de louage et des prix-faits lorsqu'il présente le dépouillement mené pour la période 1370-1394⁴³. À propos de 1129 contrats de « commendise », qui sont les plus utilisés pour des engagements à caractère formatif⁴⁴, il note que 49 % comportent des termes renvoyant à l'apprentissage, dont aucun pour les contrats d'un an ou moins, mais plus de 60 % pour ceux qui dépassent quatre ans⁴⁵. En moyenne, environ 22 contrats mentionnant la formation seraient donc mis par écrit chaque année. Alors que la population de la ville est inférieure, cette estimation est bien supérieure aux chiffres rouennais, même si elle ne change pas complètement d'échelle.

Le tabellionage ayant été présenté comme l'équivalent septentrional du notariat public⁴⁶, on s'aventurera à le rapprocher de ses registres, même si la perte des registres de certaines études compromet l'idée, sans doute présomptueuse, de connaître l'enregistrement de l'apprentissage à l'échelle d'une ville. Il demeure intéressant de connaître le nombre d'actes conservés qui ont été jugés représentatifs. Pour l'Orléanais, Françoise Michaud-Fréjaville a ainsi sélectionné les contrats d'apprentissages des adolescents, en éliminant ceux « portant sur des individus de plus de 20 ans ; ceux dont la faible durée et les salaires élevés prouvent qu'il s'agit d'embauche d'adultes ». Elle en a recueilli 376 pour Orléans, Beaugency, Jargeau et Meung-sur-Loire dans la période 1380-1440, puis 439 pour Orléans entre 1435 et 1489⁴⁷. L'historienne signale qu'à Orléans, un seul notaire peut enregistrer jusqu'à 15 contrats d'apprentissage en un an, en 1435, même si la plupart sont en dessous de 10 et si certains n'en traitent aucun⁴⁸. Entre 1475 et 1500, les archives d'un seul notaire contiennent 362 apprentissages, soit 14,5 par an en moyenne⁴⁹. Une seule étude pourrait donc donner autant d'information que tout le tabellionage de Rouen, bien qu'elle soit située dans une ville qui n'abrite sans doute que 12 000 habitants⁵⁰. Si l'on calcule une moyenne faisant abstraction des lacunes, l'Orléanais n'est toutefois pas si bien loti : seuls 6 actes par an ont été retrouvés en moyenne entre 1380 et 1440, un peu moins de 8 par an entre 1435 et 1489. Ce n'est pas si loin de la moyenne de 8 apprentissages par an que l'on peut déduire des premiers sondages effectués à Rouen, à la réserve près que les embauches d'adultes n'y ont pas été exclues. De même, à Tours, Bernard Chevalier étudie 317 apprentissages entre 1473 et 1520, soit 6,6 par an, en incluant des engagements de servantes : la représentativité

43. ROY, 2019, p. 107.

44. *Ibid.*, p. 327.

45. *Ibid.*, p. 437-438.

46. ROCH, 2014, p. 9. Pour une réflexion appelant à « jeter des ponts entre nord et sud », GUYOTJEANNIN, 2011, p. 34-35 et 42-50.

47. MICHAUD-FRÉJAVILLE, 1982, p. 184-185.

48. *Id.*, 1980, p. 63.

49. *Id.*, 1989, p. 15.

50. *Id.*, 1980, p. 66. Sur le notariat d'Orléans, voir en dernier lieu FIANU, 2016.

de la documentation conservée est approchante, même si elle est très inférieure aux 14,5 contrats par an d'Orléans à la même période⁵¹.

Plus au sud, pour Marseille, Francine Michaud dispose d'une documentation plus précoce, mais guère plus fournie : elle a dû dépouiller 200 registres entre 1277 et 1347 pour récolter 87 contrats d'apprentissage, soit une moyenne annuelle de 1,2 et jamais plus d'une dizaine par an, avec de nombreuses lacunes, pour une ville de 25 000 habitants au début du XIV^e siècle⁵². L'une des différences majeures avec le tabellionage rouennais est cependant que le dépouillement peut être poursuivi sur une longue période jusqu'en 1400 : la densification de la documentation livre 1 000 contrats, dont 447 concernent des jeunes et se rapprochent d'apprentissages, même si ces actes sont difficiles à différencier des embauches⁵³. Derrière la masse, la moyenne annuelle est de 8 contrats, voire de 3,6 pour ceux liés aux jeunes. De même, à Montpellier, entre 1293 et 1348, seuls 208 contrats d'apprentissages ont été recueillis, soit 3,8 par an en moyenne⁵⁴.

Si la documentation de villes comme Orléans ou surtout Dijon paraît plus riche en contrats d'apprentissage que celle de Rouen, la relative rareté des actes conservés grâce au tabellionage ne semble donc pas exceptionnelle. Sachant que les registres conservés couvrent environ 32 ans⁵⁵, on pourrait espérer collecter 256 apprentissages entre 1360 et 1422, à condition que la moyenne de 7,75 par an, issue des premiers sondages, s'applique réellement à toute la période. En additionnant les contrats mentionnés par l'historiographie avec ceux que j'ai relevés de manière systématique, je dispose de 89 actes entre 1360 et 1421, soit 2,7 par année documentée. Si un corpus de taille significative peut être rassemblé, il demeure que dans le cas du tabellionage, la faible densité chronologique des sources paraît être attribuable à la rareté du recours à l'écrit, plus qu'aux pertes archivistiques⁵⁶.

Contrats écrits et serments oraux : l'apprentissage chez les étameurs et plombiers de Rouen

L'étude des actes authentifiés constitue un biais important par rapport à l'ensemble des besoins de formation, ce qui a déjà été souligné par Françoise

51. CHEVALIER, 1975, p. 409.

52. MICHAUD, 1996, p. 85. Un graphique rendant compte d'un état antérieur du dépouillement permet de prendre en compte les lacunes documentaires : les 80 contrats retrouvés entre 1278 et 1347 concernent 33 années, ce qui ne remonte la moyenne qu'au chiffre modeste de 2,4 actes par an (MICHAUD, 1994, p. 4).

53. MICHAUD, 2007, p. 74.

54. LETT, 2013, p. 158, d'après la thèse inédite de Cécile Béghin-Le Gourriérec.

55. Je remercie Mathieu Arnoux de m'avoir communiqué l'inventaire en cours des registres de tabellionage en Normandie, qui comporte une description précise des registres rouennais, réalisée par Philippe Cailleux et Isabelle Bretthauer.

56. Cette hypothèse nécessite des enquêtes complémentaires, notamment sur les registres des juridictions gracieuses ou des officialités, mais aussi sur les pratiques de l'écrit sous seing privé. Une reconnaissance de dette pour payer l'enseignement d'un orfèvre a ainsi été validée par « lettre de bailli » d'après un acte du tabellionage (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 93v, 25 avril 1361). Voir ARNOUX, 2011.

Michaud-Fréjaville⁵⁷ pour l'Orléanais et par Francine Michaud pour Marseille⁵⁸. En effet, les enfants souhaitant reprendre l'activité familiale n'ont pas besoin de telles formalités, pas plus que tous ceux pour qui les liens de sociabilité suffisent à garantir l'exécution du contrat. Les orphelins, les personnes extérieures à la ville ou les apprentis salariés seraient alors surreprésentés. À Rouen, quels sont les rapports entre les contrats enregistrés par les tabellions et les autres formes d'engagement des apprentis ?

Cette question peut être abordée grâce à la conservation d'un registre où les gardes des étameurs et plombiers de Rouen consignent les apprentis prêtant serment devant le vicomte royal en leur présence⁵⁹. Cette organisation de métier démarre cet enregistrement en 1415, en même temps qu'elle réalise un inventaire des actes juridiques qu'elle détient, qui remontent jusqu'à une ordonnance octroyée par le maire de Rouen en 1323, malheureusement perdue. Cette profession fait donc partie de la catégorie médiévale des « mestiers » dans son sens institutionnel : il s'agit d'un ensemble d'activités qui sont caractérisées dans les sources par l'existence d'une réglementation, généralement appliquée par des officiers assermentés spécifiques appelés gardes ou jurés⁶⁰. Ce sont sans doute ces institutions de métiers, et non l'ensemble des professions, qui faisaient enregistrer les serments de leurs nouveaux maîtres et apprentis par la commune de Rouen. Cette pratique est attestée *a posteriori* par un acte royal du 25 juillet 1409 qui répond à la désorganisation entraînée par la suppression de la commune en 1382 : il est ordonné au clerc de ville Henry Segovin de restituer les archives qu'il a emportées, notamment les registres des « gardes d'orphelins et mineurs d'aage et de leurs heritages, des seremens des maistres et apprentis des mestiers de ladite ville »⁶¹. Il ne s'agit pas des contrats, mais seulement des prestations de serment, qui sont distinguées ici de la question du sort des orphelins⁶². Ces documents, perdus, étaient sans doute tenus en parallèle des registres judiciaires comme ceux qui ont été conservés pour 1355-1356 et 1364-1365, qui contiennent plutôt des conventions que des serments d'apprentis, et qui ne consignent des procédures de maîtrise que pour quelques activités⁶³.

Les apprentis des étameurs et plombiers étaient sans doute soumis à cette prestation de serment, comme ils le sont encore lorsque les officiers royaux ont récupéré cette prérogative communale après 1382. Toutefois, 11 d'entre eux passent aussi des contrats écrits devant les tabellions, entre 1362 et 1404⁶⁴ :

57. MICHAUD-FRÉJAVILLE, 1982, p. 183-184, 188, 190 et 193-194.

58. MICHAUD, 1996, p. 85-86.

59. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 5E 436. Pour plus de détails sur ce registre : LARDIN, 2001 ; RIVIÈRE, 2020.

60. RIVIÈRE, 2017, notamment p. 64-77 et 86-88.

61. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/anc/tiroir 2, liasse 2.

62. La distinction entre « garde » d'orphelin et « serment » d'apprenti marque une différence entre ces procédures qui peuvent être rapprochées par certains notaires orléanais (MICHAUD-FRÉJAVILLE, 1982, p. 188).

63. RIVIÈRE, 2017, p. 361-366.

64. LARDIN, 2014, p. 134-135. L'acte daté du 20 décembre 1363 a en réalité été passé le 17 juin 1362 (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 18ov).

c'est même la profession du bâtiment qui est la mieux représentée dans le corpus recueilli par Philippe Lardin, et la deuxième plus importante derrière les orfèvres dans l'ensemble des contrats relevés jusqu'à présent. Curieusement, ils paraissent ensuite cesser de recourir au tabellionage, alors que le registre des gardes révèle qu'ils restent nombreux à s'engager dans un apprentissage dont les contraintes pourraient encourager à se protéger par un acte authentique : les maîtres perçoivent des sommes importantes en échange de leur enseignement⁶⁵ et la durée minimale de six ans dépasse les quatre ans le plus souvent exigés par les professions réglementées⁶⁶. Les « enfans aprentiz filz de mestre » et les « apprentis non enfans de maistre » sont enregistrés en parallèle à partir de 1415, de manière presque continue⁶⁷. Pour la période allant du 28 février 1419 au 15 mars 1420, les étameurs font prêter serment à 8 apprentis non fils de maîtres, ainsi qu'à 2 de leurs enfants, mais aucune de ces entrées en formation ne donne lieu à un acte dans le tabellionage. Pour ces mêmes dates, les registres conservent pourtant bien des contrats d'apprentissage concernant d'autres activités, mais on n'en compte que 7 au total. Le décalage entre les 10 apprentis assermentés en un an pour les seuls étameurs et les 7 dont l'engagement a été conservé par écrit pour toutes les autres activités de la ville suggère l'ampleur des apprentissages qui n'ont pas laissé de trace, sans doute parce qu'ils sont restés oraux.

Le laps de temps où les sources se recoupent est malheureusement limité et constitue une période particulière : l'année 1419 est l'une de celles où le registre des étameurs recueille le plus de serments, sans doute en lien avec la régularisation de l'afflux de réfugiés après la prise de la ville par le roi d'Angleterre le 19 janvier. Mais les 10 apprentissages enregistrés en 1419-1420 ne constituent pas une exception : entre 1415 et 1448, le record est de 12 à l'ouverture du registre en 1415, puis on en dénombre 6 en 1427 ou 5 en 1433, pendant la reprise qu'a connue la ville entre deux crises. Sur les 34 années couvertes, 76 serments sont consignés soit une moyenne de 2,23 par an, et plus de dix années comptent plus de 2 serments. Des variations aussi fortes que dans le tabellionage sont certes constatées, car six années ne mentionnent aucun nouvel apprenti, mais elles correspondent globalement à la chronologie des troubles les plus graves⁶⁸. Au-delà des fluctuations prévisibles, le nombre d'apprentis attestés paraît refléter

65. *Ibid.*, p. 124.

66. RIVIÈRE, 2019, p. 211. La durée de six ans était sans doute en vigueur depuis 1323, car tous les contrats du tabellionage la respectent. Si Philippe Lardin avait signalé une durée de cinq ans, une relecture de la source me laisse penser qu'il s'agit de six ans si l'on interprète le signe qui suit le V comme un I et non comme un point. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/154, fol. 128v, 2 janvier 1392 n. s. ; LARDIN, 2014, p. 125. Voir une graphie similaire dans un apprentissage de coutelier (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, f. 266). Cette règle est confirmée par l'article 3 de l'ordonnance du 24 décembre 1485, la plus ancienne dont la teneur soit parvenue jusqu'à nous (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3^E 1/anc/tiroir 15, dossier 11).

67. Seuls deux apprentis qui ne sont pas fils de maîtres sont enregistrés rétroactivement, l'un pour 1413 et l'autre pour 1414. Ils n'ont pas été inclus dans les 76 serments étudiés par la suite, car la procédure ne paraît pas encore en place pour les fils de maître en 1413-1414.

68. BOIS, 1976, p. 284-308. Les années lacunaires entre 1415 et 1448 sont 1416, 1422, 1435, 1436, 1444 et 1447.

la demande de formation de l'organisation de métier des étameurs, qui se rapproche des ordres de grandeur du total des contrats conservés chaque année pour des villes entières (figure 1).

Cette étude de cas remet en cause l'idée que le faible recours à l'écrit soit lié à la prédominance d'une formation familiale, car les nouveaux apprentis ne comprennent que 15 fils de maîtres pour 63 autres « enfants ». De plus, 5 des 15 fils de maîtres ne se forment pas avec leur père, mais avec leur frère, voire avec d'autres maîtres, ce qui aurait pu nécessiter la rédaction d'un contrat⁶⁹.

La relative abondance des apprentissages passés devant les tabellions par les étameurs et plombiers entre 1362 et 1404 reflète peut-être déjà un intérêt particulier de cette profession pour la formation. Mais leur fréquence est loin de celle des serments d'apprentis après 1415 : les actes sont dispersés à raison d'un par an au maximum, à l'exception des trois enregistrés en 1396. Sauf à postuler un changement d'échelle brutal dans l'activité des étameurs et plombiers, il semble bien que l'authentification des conventions d'apprentissage ne soit pas un indice des pratiques d'entrée dans une profession, mais une démarche spécifique, obéissant à d'autres facteurs.

Fig. 1 – Nombre de serments d'apprentis enregistrés par les gardes des étameurs et plombiers de Rouen (1415-1448). D'après Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 5E 436.

69. Alors que le formateur n'est habituellement pas précisé pour les enfants de maître, Guieffin Martel est explicitement engagé avec son frère Guillemin Martel (6 novembre 1427) ; de même, Laurent de Quievremont devient l'apprenti de Guillaume Lefèvre (18 octobre 1420), Guillaume Le Cavalier celui d'Étienne Le Franchois (6 mars 1425 n. s.), Henri Lefèvre celui de Thomas Mares (1447) et Jean Martel celui de Perrin Le Prouvost (13 février 1448 n. s.). Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 5E 436.

Typologie des contrats de formation : quelles clauses pour quels usages ?

L'étude de la forme des actes permet d'aborder les caractéristiques des contrats écrits qui ont été rassemblés parce qu'ils comportent des clauses sur la formation⁷⁰. Au-delà de ce point commun, quels enjeux transcrivent-ils et dans quelle mesure leur formulation est-elle stéréotypée ?

Le modèle des années 1360

Dans les deux premiers registres du tabellionage des années 1360, les apprentissages se présentent le plus souvent comme des contrats d'obligation, qui n'utilisent pas le champ lexical de la location ou du bail. La minute suivante en constitue un exemple typique :

[*en marge* : « *fudit X d.* »]⁷¹ Pierres Lemerre de Barneville as Gres⁷² s'oblige à Pierre Du Moustier de Nostre Dame la Ronde de Rouen⁷³ que Pierre Le Meere le jeune, filz dudit obligé, servira ledit Du Moustier jusques à VI ans de Noel derrain passé du mestier d'orfaverie et de tout ce qui audit mestier appartient ; et li trouvera ledit maistre ledit temps *durant* ses neccessaires de boire, de menger, lit et hostel ; et pour ledit mestier apprendre et monstrier audit sous-aage, ledit obligé en donna audit maistre XXIII roialz d'or dont il paie *presentement* audit maistre X roialz ; et VIII florins demourans, il promist paier à Noel prouchain venant et à l'autre Noel ensuivant VI et jura etc. [*en marge droite* : « *XVIII d.* »]

[*en marge* : « *fudit X d.* »] Item contre lettre et s'obligea ledit maistre apprendre et monstrier ledit maistier audit sous-aage et de trouver li ses neccessaires comme dessus est dit. [*en marge droite* : « *XVIII d.* »]⁷⁴

Rien ne signale le type d'acte dans la marge, qui ne comporte que des mentions liées au fonctionnement du tabellionage. Le responsable légal, ici le père, contracte une obligation auprès du formateur, selon laquelle son fils doit une certaine durée de service. En échange, le formateur, dont le rôle est souvent désigné comme celui de « maître », s'engage à loger et entretenir l'apprenant, rarement désigné comme apprenti à cette période. Puis vient une forme de deuxième contrat, qui consiste en un « don », ici en argent mais parfois aussi en nature, en échange de l'enseignement de la profession. Comme on l'a signalé plus haut, la réciprocité est à cette époque fréquemment soulignée par une contre-lettre, par laquelle le maître affirme son obligation d'entretenir l'apprenant et

70. L'analyse se fonde sur les 31 contrats issus des sondages systématiques dans le tabellionage, recoupés avec 67 autres actes mentionnés par l'historiographie.

71. La transcription développe en italique les abréviations. Les omissions, les mentions en marge ou les ratures sont restituées entre crochets. L'accentuation et la ponctuation sont ajoutées uniquement lorsqu'elles sont nécessaires au sens.

72. Peut-être Barneville-sur-Seine, dép. Eure, cant. Bourg-Achard.

73. Dép. Seine-Maritime, chef-lieu de cant.

74. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 56, 16 janvier 1361 n. s.

de lui enseigner le métier. Des variantes apparaissent. À plusieurs reprises, un apprenti s'oblige en personne, ce qui suppose qu'il soit majeur ou émancipé⁷⁵; parfois, des couples s'engagent conjointement, pour leur enfant ou en tant que formateurs⁷⁶. Une partie de l'entretien peut être prise en charge par les parents, mais il reste directement lié à l'obligation de service⁷⁷.

Cette forme reste proche de celle d'engagements qui ne prévoient pas de formation, comme celui de ce fabricant de fil d'archal⁷⁸:

[*en marge*: «*fudit VI d.* »] Philippe Lemestre s'oblige à Colin Lecoq à ce qu'il servira ledit Coq *juques* à I an de la Saint Pierre as Liens prochaine venant du mestier de faire fil d'eschal et de tout ce qui audit mestier appartient; et lui trouvera ledit Colin lit et hostel et potage tant *seulement* le terme durant; et si gaanera ledit Philippe pour chascunes IIII⁷⁹ torchez de fil *que* il fera [V-s-t.] I royal et ne pourra ledit Philippe ouvrir à nulle personne *que* audit Colin *juques* à tant *que* ledit [Colin soit] terme soit failli; *item* ledit Philippe *congnut* devoir audit Colin VI moutons d'or ses prestés à paier à volonté et jura. [*en marge droite*: «*XV d.* »]⁸⁰

Le début de l'acte est très similaire à un apprentissage et prévoit notamment le logement et l'entretien de l'employé. En revanche, la clause d'exclusivité distingue le texte de ceux qui mentionnent un enseignement. La courte durée d'un an, la rémunération importante et le prêt fait à l'employé sont aussi la marque d'un contrat axé sur le travail.

Quelques actes retenus dans le corpus se démarquent de ce modèle des années 1360. Le même jour que le contrat précédent, on peut ainsi découvrir un apprentissage grâce à la quittance qui atteste sa fin:

[*en marge gauche*: «*fudit VI d.* »] Andrieu Le Sauvage *congnait avoir eu et receu* de Jehan Guiffart XXIII escus de Jehan demourant de gregneure *somme en quoi* il est tenu et obligé à lui *par lettre* de bailli pour cause du mestier d'orfaverie *que* ledit

75. Apprentissages de chasublier (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 134v, 3 novembre 1361), de coutelier (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, fol. 149[bis]v, 13 novembre 1364), de cordonnier (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, fol. 198v, 26 avril 1365) ou d'épicier (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, fol. 179, 27 février 1365 n. s.).
76. Iovane, remarié à Guillaume Guerould, s'engage avec son mari et un autre tuteur à mettre le fils issu d'un mariage précédent en apprentissage auprès d'un tassetier (« mestier de faire tasses ») (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, fol. 218v, 12 juillet 1365); Guillaume Le Brun apprend la pelleterie auprès de Robert de Catemenville et de sa femme Gilberte (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 36v, 26 octobre 1360).
77. « ...et les dis pere et mere trouveront à leur dit fils vestir et chaussier bien et souffisamment, afin que il puisse faire le dit servisse... » (apprentissage de brodeur, Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, fol. 276v, 4 mars 1366 n. s.).
78. Le fil d'archal est au sens propre constitué d'un alliage de cuivre et de zinc proche du laiton, mais peut aussi par extension désigner des fils faits avec différents métaux.
79. « IIII » est suscrit au-dessus d'un « I » qui n'a pas été rayé mais qui a été omis dans la transcription, car le « z » final de « torchez » a été également ajouté, de manière cohérente avec la correction du montant monétaire suivant.
80. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 93v, 25 avril 1361.

Andrieu doit monstrier et aprendre à Oudin Guiffart filz dudit Jehan si comme plus à plain peut apparoir par les lettrez sur ce faites etc. [*en marge droite*: « VII. [*sic*] »]⁸¹

Ce type de texte se trouve également dans le registre des plaids de meubles du maire de Rouen à la même époque :

[*en marge*: « $\mathfrak{m}$ »] Johannin Bonart quita Johan Cahier de toutes parties, résidences et d'avoir lui appris le mestier de jouer de chiffonnye etc. [*en marge*: « $\mathfrak{m}$ »] Contre-quittance dudit Cahier. [*en marge*: deux « $\mathfrak{m}$ »]⁸²

L'autre apprentissage enregistré par la commune adopte lui le modèle de l'obligation, avec l'originalité que la formatrice s'engage en premier, avant qu'une garante ne promette de payer la « dette » créée par le coût de l'enseignement :

[*en marge*: « $\mathfrak{m}$ »] Johanne La Camuse de Saint Maclou⁸³ s'obligea à aprendre à Robinete Middri (?) le mestier de vielle lingiere par III escus à paier le premier à Pasques, l'autre à la Saint Johan, et l'autre à la Saint Michel, et Guillote Belet promist paier ladite debte etc.⁸⁴

Dans les deux cas, les minutes établies par le clerc de la commune paraissent plus laconiques que celles des tabellions, ce qui révèle sans doute l'objectif essentiel de l'acte. La durée du contrat de l'apprentie lingère n'est même pas indiquée, mais l'accent est mis sur son coût, sur les échéances de paiement, et sur la personne qui réglera la dette en son nom. Quant à la quittance de l'apprenti ménestrel, elle ne précise ni durée, ni coût, mais elle prend sens avec l'acte suivant du registre, passé le même jour : Johannin Bonart devait être libéré de son engagement afin de pouvoir se faire embaucher pour pratiquer la même activité pendant quatre ans, mais cette fois contre rémunération.

Un dernier type d'actes peut concerner l'apprentissage : des accords qualifiés de « marchés », qui insèrent la formation dans une transaction plus complexe. Un seul a été relevé dans le tabellionage jusqu'à présent :

[*en marge*: « fudit [*blanc*] »] Thybaut Le Conte bourgeois de Roan⁸⁵ et Thomas Le Tailleleur confessent avoir marcheandé et contraulté ensamble en la manière qui ensuit : c'est assavoir que ledit Tybaut tendra ledit Thomas aveques lui iusques au terme et à la fin de quatre ans prochains venans du jour d'uy et lui aprendra ledit Tybaut son mestier d'espisserie bien et deuement et aussi lui sera tenu trouver ledit Tibaut ledit terme durant tous ses neccessaires de boire, de mengier, de vestir et de caucher bien et suffisamment ainsi comme à son estat appartient ; et pour ce faire et aprendre audit Thomas sondit mestier, il en a baillié presentement audit Tibaut Ilc frans d'or paiez present etc. et en la fin d'un an après ensuivant du jour d'uy,

81. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/150, fol. 93v, 25 avril 1361.

82. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/anc/GG, fol. 9, 14 février 1365 n. s. Voir *supra*.

83. Dép. Seine-Maritime, chef-lieu de cant., c. Rouen.

84. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/anc/GG, fol. 3v, 13 janvier 1365 n. s.

85. Dép. Seine-Maritime, chef-lieu de cant.

ledit Thomas [Hii] sera tenu bailler audit Tibaut C frans d'or, par ainsi *que après les IIII ans dessus dis passés et acomplis* ledit Tibaut sera tenu rendre et paier audit Thomas ou au porteur de ces lettres les IIIc frans d'or dessus dis et oblige corps et biens etc.; et fu present Pierres Le Villain de la paroisse Saint Denys de Rouen qui s'oblige aveques ledit Thibault à rendre les IIIc frans d'or dessus dis et jura et renuncha; baillé à P. de Guinement. [en marge droite: «XVIII d.»]

[en marge: «fu dit VI d.»] Ledit Thomas promect et s'oblige à servir ledit Tibaut dudit mestier bien et deuement ledit terme durant et à lui rendre les C frans d'or dessus dis⁸⁶ et rendre tous coux et dommages etc. et jura. [en marge droite: «XV d.»]⁸⁷

L'épicier Thibaut Le Conte prend Thomas Le Tailleur comme apprenti pour quatre ans, en le logeant et l'entretenant, en échange d'un service rappelé dans la contre-lettre qui suit, mais surtout d'un prêt colossal de 300 francs or payés en deux fois. Ce prêt est remboursable au «porteur de ces lettres», même si ce n'est plus l'apprenti et il s'agit donc bien d'une forme de crédit commercial, qui rappelle les pratiques attestées à Ypres dans le textile⁸⁸. Ce ne sont pas les 300 francs qui constituent la rémunération de l'enseignement, mais les bénéfices qui pourront être tirés de leur investissement pendant la durée de quatre ans.

Si l'ampleur de cet accord est exceptionnelle, ce modèle d'acte n'est pas isolé. En effet, c'est celui du plus ancien contrat d'apprentissage retrouvé, celui qui a été consigné dans le registre des plaids d'héritages du maire de Rouen le 7 mars 1356 n. s.:

[en marge: «Contraut fait devant G. de S. Sevestre, prestre, commis etc.»] Jehan Rousignol, Jehan Cousin et Garin du Moulin. Et congurent que eulz avoient fait marchié ensemble en la maniere qui ensuit, c'est assavoir que ledit Cousin doit apprendre à Guillaume Sanson sous-aage le mestier de tailleur de robes et tout ce qui audit mestier appartient bien et deuement, et si lui trouver toutes ses necessités de boire, mengier, vestir et couchier et gesir tex comme audit Sanson appartient; et de ce faire s'obligea avec li Garin du Moulin, que ledit Cousin fera bien et deuement les choses dessus dites. Et ledit Rousignol s'obligea que il [Guillaume Sanson] le servira jusques à III ans du jour d'uy et pour ce faire ledit Roussignol lui donna IIII escus, desquels II presentement et les II autres il ara à la moitié de la derraine année sur l'obligacion de tous leurs biens meubles et non meubles etc.⁸⁹

Alors que le contenu de l'acte est très similaire de celui des obligations du tabellionage, il est présenté comme un *marchié*. De plus, comme dans l'apprentissage de lingère enregistré en 1365 devant les plaids de meuble de la commune, c'est le formateur qui s'engage d'abord.

À quelques nuances près, les sondages dégagent donc un formulaire commun qui relie une obligation d'enseignement d'une part et une obligation de service

86. «et à lui rendre les C frans d'or dessus dis» est ajouté en interligne.

87. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, fol. 179, 27 février 1365 n. s.

88. DES MAREZ, 1911, p. 28-32.

89. *Le roule des plès de heritage...*, p. 182.

d'autre part. La dualité et la réciprocité qui fondent ce schéma sont mises en évidence par les contre-lettres souvent établies. Les clauses de logement, d'entretien, de paiement du maître sont fréquentes, mais pas systématiques, et aucun cas de rémunération d'un travailleur en formation n'est attesté avant 1399⁹⁰. Des sondages dans les apprentissages signalés par l'historiographie dans les années 1390 laissent penser que cette forme d'acte reste alors la plus répandue⁹¹.

La diffusion des « baux » et « allouements »

Un autre modèle émerge dans le registre du tabellionage de 1380-1381, le seul qui ait été conservé entre 1370 et 1390. Trois apprentissages y prennent la forme d'un « bail » ou « allouement » comme celui qui suit⁹².

Guillaume Auzere des Autelx sur le port Saint Ouen⁹³ baille et aloue son filz de la Sainte Croix en septembre⁹⁴ derrenière passée jusques à sept ans prochains à venir etc. à Guillaume Le Grant cordouennier demourant à Saint Godart de Rouen cest assavoir pour et adffin que ledit cordouennier monstre et entroduysse ad son povair ledit filz le mestier de cordouenier; et trouvera ycelui maistre audit filz le temps durant boire, menger, feu, lit, hostel et cacheure bien et suffisamment; et promet ledit Auzere que sondit filz servira ledit cordouennier le temps durant sanz soy absenter; et en cas que ycelui filz lessera son maistre pour aler demourer ailleurs ains que les VII ans fussent accomplis sondit pere promist payer audit cordouennier la somme de X frans d'or; pour la quelle somme de dix frans payer ledit filz pourra aler ouvrer ou il voudra apres ce que il aura servi chez sondit maistre par quatre ans accomplis etc.⁹⁵

Les verbes « bailler » et « allouer » mettent en avant une relation de dépendance, qui est immédiatement justifiée par le but formatif. La notion d'« introduire » l'apprenti dans une profession, très utilisée en Bourgogne dans ce sens⁹⁶, apparaît ici quelquefois⁹⁷. Ce n'est qu'ensuite que sont détaillées les

90. Philippe Lardin a noté deux cas où l'apprenti reçoit ponctuellement des vêtements en plus de son logement et de son entretien, pour un verrier en 1369 et pour un serrurier en 1390 (LARDIN, 2014, p. 134). L'acte précise que la houppelande donnée par le serrurier doit contenir une aune et demie de drap « grisé », mais la valeur de cette gratification est contrebalancée par les 40 sous tournois que l'apprenti verse à la fin du contrat. Le paiement de 8 francs que l'historien a relevé comme un salaire pour un acte du 2 mars 1365 est en réalité versé au formateur.

91. Voir notamment Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/154, fol. 16, 19 novembre 1390; fol. 100v, 15 septembre 1391; fol. 37v, 5 février 1391 n. s.; fol. 128v, 2 janvier 1392 n. s.; fol. 130, 8 janvier 1392 n. s.; fol. 140, 12 février 1392 n. s.; fol. 148v, 15 mars 1392 n. s., ainsi que 2E 1/157, fol. 328, 31 mai 1399.

92. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/153, fol. 12v, 24 novembre 1380; fol. 40, 16 mars 1381 n. s., ainsi que fol. 55v, 1^{er} juin 1381.

93. Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen, dép. Seine-Maritime, cant. Darnétal.

94. Le 14 septembre.

95. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/153, fol. 12v, 24 novembre 1380.

96. ROY, 2019, p. 437.

97. Elle est aussi employée dans un apprentissage de boucher (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/153, fol. 40, 16 mars 1381 n. s.).

conditions de l'engagement impliqué par la dépendance initiale, y compris la promesse du service que le bailleur s'oblige à faire fournir par la personne baillée ou allouée. Comme dans les actes sous forme d'obligation, les parties ajoutent souvent des clauses sur le logement et l'entretien de l'apprenti, mais aussi sur sa rémunération, ou sur le paiement du formateur⁹⁸. Dans l'exemple donné, le père prévoit que son fils puisse raccourcir son service de sept à quatre ans pour pouvoir aller se faire embaucher ailleurs, en échange d'un dédommagement de l'employeur. Quatre ans étant la durée minimale exigée par la réglementation du métier pour pouvoir devenir maître⁹⁹, les années supplémentaires étaient sans doute destinées à compenser l'effort d'enseignement par les bénéfices du travail d'un serviteur déjà largement qualifié mais qui ne coûte que son logement et son entretien. Ce texte refléterait alors une négociation individuelle sur le choix entre travailler longtemps comme apprenti ou payer sa formation, sans renvoyer explicitement aux règles institutionnelles. Seuls deux actes retrouvés mentionnent clairement une organisation de métier : dans les deux cas, le maître s'engage à présenter l'apprenti à la maîtrise¹⁰⁰.

Après 1399, les schémas du bail et de l'allouement supplantent celui des obligations des années 1360, dont je n'ai plus trouvé d'exemple dans le tabellionage¹⁰¹. La notion de « bail » rappelle la garde des orphelins, qui est ici assortie d'une clause de formation, et paraît réservée aux contrats de mineurs. En revanche, l'allouement peut être employé par des parents ou tuteurs¹⁰², mais aussi par des apprentis capables de s'engager eux-mêmes¹⁰³. Il peut aussi servir à embaucher des travailleurs qui ne désirent pas spécifiquement se former. Dès le 14 février 1365 n. s., dans le registre de plaids du maire de Rouen, le verbe « allouer » est utilisé pour le contrat de travail du joueur de chifonie cité plus haut¹⁰⁴. Dans le tabellionage, un allouement de coutelier qui ne prévoit aucun enseignement est attesté en 1381, ce qui suggère une évolution parallèle à celle des apprentissages¹⁰⁵. Si Philippe Lardin a commencé à trouver des contrats d'embauche pour le secteur du bâtiment à partir de 1403, c'est sans doute lié à la diffusion de ce modèle d'acte¹⁰⁶.

98. Les pratiques en la matière varient en fonction des professions plus que des périodes. LARDIN, 2014, p. 124-125.

99. Cinquième article de l'ordonnance du 25 juillet 1375. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/anc/chartrier de Rouen, tiroir 15, liasse n° 9.

100. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/153, fol. 40, 16 mars 1381, apprenti boucher; 2E 1/167, fol. 283, 6 juin 1419, apprenti orfèvre.

101. Dans le formulaire juridique établi par Guillaume Flambart dans les années 1470-1480, l'engagement d'un serviteur n'est pas présenté comme une « obligation » mais comme un « aleu ». BRETTHAUER, 2015, p. 218.

102. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/161, fol. 81, 11 septembre 1406; 2E 1/167, fol. 2, 30 mars 1418; 2E 1/168, fol. 401, 2 septembre 1420; fol. 78, 1^{er} janvier 1420; fol. 582v, 15 février 1421 n. s.

103. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/157, fol. 314v, 2 mai 1399; 2E 1/167, fol. 233, 1^{er} avril 1419; fol. 255v, 1^{er} mai 1419; 2E 1/168, fol. 76, 30 décembre 1419.

104. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 3E 1/anc/GG, f. 9.

105. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/153, fol. 53, 21 mai 1381.

106. LARDIN, 2014, p. 136-137.

La réciprocité affichée par les actes en forme d'obligation des années 1360 ne disparaît cependant pas des apprentissages, même si la teneur de l'accord suggère d'autres enjeux.

[*en marge : un paraphe*] Jehannin Dandely de la paroisse de Beneuville¹⁰⁷ affermant estre aagé de XXII ans et plus confesse que dès Pasques l'an mil IIIIc et dix huit il s'estoit aloué à Salmon Baudouin maçon demourant à Rouen pour luy servir dudit jour jusques à cinq ans ensuivant en tous ses affaires licites et raisonnables bien et loiaulment et apprendre avec son dit maistre ledit mestier de machon au mieulx qu'il pourra et saura ;

cest aleu fait pour et parmy la somme de XX l. t. que ledit Salomon qui *present* estoit confessa soy estre sumis et submet paier audit Dandely et lui trouver tous ses despens *comme* de boire, manger, couchier, lever, feu, lit et hostel bien et suffisamment selon son estat, ledit temps durant pour toutes choses à paier icelle somme ainsi qu'il fera son dit service ; et pour ce [*tenir*] oblige ledit Andeli corps et biens etc.¹⁰⁸

Ici, l'acte, qualifié explicitement d'« aleu », engage un majeur de vingt-deux ans, Jeannin Dandely, auprès du maçon Salmon Baudouin, pour le servir ainsi que pour apprendre sa profession « au mieulx qu'il pourra et saura ». En retour, Salmon Baudouin reconnaît aussi juridiquement devoir accomplir ses engagements, qui sont une rémunération conséquente de 20 livres tournois, en plus de ses dépenses de logement et de nourriture. La contre-lettre paraît en quelque sorte intégrée à l'acte, ce que l'on retrouve assez fréquemment. Cet acte est toutefois particulier, car si l'apprenti offre son travail, il gagne non seulement une formation mais une rémunération non négligeable, ce qui tranche avec les exemples précédents où c'est le maître qui était souvent payé. Pourquoi obtient-il des conditions apparemment avantageuses ? Le contexte est particulier, car Jeannin Dandely vient du pays de Caux en guerre : ce jeune adulte s'est sans doute réfugié à Rouen, où il aurait conclu ce contrat à Pâques 1418, peu avant le début du siège de Rouen, pour gagner sa vie tout en acquérant de nouvelles compétences. Mais son employeur et lui ne mettent leur accord par écrit que le 1^{er} mai 1419, plus d'un an plus tard et quelques mois après la prise de Rouen par le roi d'Angleterre en janvier 1419. Dans une ville à reconstruire, qui fait face à des difficultés d'approvisionnement et à des troubles monétaires, les salaires peuvent varier rapidement et les rapports entre les parties prenantes changer¹⁰⁹ : le respect d'un tel contrat vaut sans doute bien l'effort de dresser un acte devant les tabellions. Le passage du modèle de l'obligation à celui de l'allouement ne traduit donc pas nécessairement une plus grande dépendance des apprentis ou un rapprochement entre leur condition et celle de valet rémunéré. Les formes juridiques s'adaptent à des besoins individuels, dont l'interprétation dépend du contexte.

107. Bénouville, dép. Seine-Maritime, cant. Octeville-sur-Mer.

108. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/167, fol. 255v, 1^{er} mai 1419.

109. LARDIN, 1998, p. 126-128.

On rencontre d'ailleurs encore au XV^e siècle des actes qui traitent de la formation sous d'autres angles que le bail ou la location. Des reconnaissances de dettes montrent l'encastrement de l'apprentissage dans des relations complexes¹¹⁰. Ainsi, le 17 avril 1419, un drapier venant de Pôville dans le pays de Caux¹¹¹ reconnaît être débiteur de celui qui « lui a fait apprendre son mestier de drapperie, lui avoit trouvé ses despens pendant le siège des Engloiz devant Rouen » et lui a notamment trouvé du « blé »¹¹². L'ensemble vaudrait 15 livres tournois, dans lesquelles il est difficile d'estimer combien pèse l'enseignement dispensé. Plutôt que de prolonger un contrat d'apprentissage antérieur, ce travailleur contracte un nouvel engagement consistant à servir son créancier pendant un an « ou fait dudit mestier en autres choses en quoy il le voudra en besougner licitement et convenablement », sans exiger d'autre rémunération que son logement et sa nourriture. Ce remboursement en travail est estimé à 10 livres tournois, qui doivent être complétées en numéraire. Alors que la situation de ce réfugié aurait pu être rapprochée de celle de l'apprenti maçon Jeannin Dandely évoqué précédemment, cette solution juridique originale reflète un parcours personnel différent : le maître aide son apprenti à survivre dans une ville qui lui est étrangère, mais tire ensuite profit de cette position dominante, ce qui transparait dans le recours à une reconnaissance de dette et non à un allouement habituel. Derrière l'apparente banalité de formes juridiques stéréotypées se cachent donc des choix révélateurs de la singularité des situations qui amènent à recourir à un acte authentique.

Conclusion

Les contrats d'apprentissage conservés par le tabellionage ne représentent que quelques-uns des nombreux accords conclus chaque année entre des apprentis et leurs formateurs à Rouen. Une poignée d'autres pouvaient être enregistrés par les juridictions gracieuses, mais leur nombre paraît encore inférieur d'après la comparaison entre les registres du tabellionage et de la cour du maire de Rouen en 1365. Le registre des étameurs et plombiers pour 1419 atteste qu'un groupe professionnel peut faire entrer 9 jeunes en formation, sans qu'aucun de ces actes juridiques ne donne lieu à un enregistrement par les tabellions, alors que seuls 2 sont des enfants de maître dont l'engagement dans un cadre familial explique l'absence de formalités. La faiblesse du nombre des apprentissages dans les registres de notaires se retrouve même dans les espaces méridionaux du notariat public, réputés mieux documentés, et ne paraît ici pas s'expliquer, ou du moins pas seulement, par des lacunes documentaires.

L'hypothèse que les procédures des organisations de métiers se substitueraient au rôle régulateur des actes authentiques ne paraît guère convaincante : parmi

110. Outre l'exemple suivant, voir Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/161, fol. 3v.

111. Dép. Seine-Maritime, cant. Notre-Dame-de-Bondeville, c. Pissy-Pôville.

112. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/167, fol. 244.

les 89 actes recensés à ce jour dans le tabellionage, les professions les mieux représentées sont les orfèvres (21), les étameurs-plombiers (11) et les couteliers (8), toutes trois réglementées¹¹³.

Comment interpréter alors le corpus des contrats écrits ? S'il ne peut prétendre refléter les pratiques ordinaires en matière de formation professionnelle, son analyse quantitative et qualitative permet de mettre en évidence l'usage de l'écrit par des gens de métiers et les enjeux spécifiques auxquels les actes authentiques répondent. L'analyse de 41 contrats issus de sondages a ainsi révélé différents modèles stéréotypés et l'évolution de leur usage. La délivrance de « contre-lettres » qui nuancent la dépendance des apprentis d'une touche de réciprocité peut être reliée au coût élevé de l'apprentissage, souvent payé en monnaie d'or, mais il s'agit surtout d'une spécificité des tabellions des années 1360, qui utilisent le modèle des obligations. Quant à l'application de la catégorie du louage aux contrats contenant des clauses de formation, elle est attestée devant la juridiction du maire de Rouen en 1365, mais elle ne se diffuse chez les tabellions qu'à partir des années 1380. Les notions de « marché » ou de « dette » sont moins souvent utilisées, mais elles sont alors révélatrices d'enjeux spécifiques, à interpréter à l'aide du contexte : l'apprentissage peut être mêlé à une opération de crédit ou impliquer des transactions importantes pour rémunérer soit le maître, soit l'apprenti en fonction de la conjoncture, ce qui nécessite aussi parfois l'intervention de garants complexifiant les relations juridiques. Ce lien entre travail dépendant et dette est lié dans le Paris médiéval à une contrainte par corps pouvant entraîner l'emprisonnement, piste qui reste à explorer pour la Normandie, où la coutume et l'absence de servage pourraient modifier les termes de la relation d'apprentissage¹¹⁴.

Les sondages effectués à Rouen confirment aussi certains biais signalés par l'historiographie si l'on se sert des actes authentiques en tant que source sur la formation professionnelle. Mais ces particularités du corpus peuvent aussi être considérées comme des indices sur les motifs du recours au tabellionage. Même si l'âge des apprentis n'est qu'exceptionnellement mentionné, à la différence d'autres régions, on repère une forte représentation des majeurs ou émancipés, capables de s'engager eux-mêmes, puisqu'ils constituent 20 % des cas. Toutefois, les effectifs sont trop limités pour interpréter les cas de rémunération comme des embauches où la formation serait secondaire¹¹⁵. L'écrit est également particulièrement mobilisé pour des orphelins, qui sont concernés par 42 % de ces actes, même si cela n'atteint pas les 60 % attestés

113. Outre le règlement des étameurs cités plus haut, voir l'ordonnance des couteliers du 29 décembre 1402 (Beaurepaire, 1892, p. 230-235) et celle des orfèvres du 9 septembre 1408 (Paris, BnF, ms. fr. n.a. 5918).

114. Mayade-Claustre, 2005.

115. Seuls trois apprentis autonomes et rémunérés ont été relevés. Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/157, fol. 314v (charpentier, 2 mai 1399) ; 2E 1/167, fol. 233 (maçon, 1^{er} avril 1419 n. s.) et 2E 1/168, fol. 76 (maçon, 30 décembre 1419). Cette rareté différencie les apprentissages rouennais de la typologie proposée pour Aix-en-Provence par Olena Radzihovska (RADZIHOVSKA, 1999).

dans l'Orléanais¹¹⁶. Enfin, la durée des apprentissages enregistrés par écrit est supérieure au minimum prévu par la majorité des organisations de métiers, qui se situe entre un et quatre ans à Rouen : 61 % des contrats analysés durent six ans ou plus. Cela reflète la durée de six ans requise pour devenir maître par les institutions des métiers les mieux représentés dans le corpus, orfèvres, étameurs-plombiers et couteliers¹¹⁷ : la volonté de faire respecter des engagements longs est donc sans doute un facteur qui incite à passer devant les tabellions. Ces analyses seront à affermir par des dépouillements plus exhaustifs, mais elles éclairent d'ores et déjà différemment le contrat cité en introduction, passé par une veuve du Vexin en 1381 : lorsqu'elle demande au maître de son fils de ne pas « le treictier durement » et s'engage à ramener l'apprenti s'il rompt son service, ces clauses ne sont pas stéréotypées et reflètent une négociation spécifique entre les parties¹¹⁸.

Bibliographie

- ARNOUX, Mathieu, « De la charte à l'acte de tabellion : formes locales, régionales ou nationales d'une transition. Réflexions à partir du cas normand », in *Tabellions et tabellionages de la France médiévale et moderne*, Mathieu ARNOUX et Olivier GUYOTJEANNIN (dir.), Paris, École des Chartes (Mémoires et documents de l'École des Chartes, 90), 2011, p. 7-28.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Notice sur la coutellerie de Rouen vers la fin du Moyen Âge », in *Dernier recueil de notes historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. E. Cagniard, 1892, p. 216-235.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Hanaps de madre (XIV^e-XV^e siècles) », in *Mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1897a, p. 262-272.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Notice sur les étaimiers et sur leurs marques », in *Mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1897b, p. 337-346.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Notice sur les fondeurs de Rouen », in *Mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1897c, p. 379-401.

116. Ces 21 contrats ont été repérés par le fait que l'apprenti est placé en formation par une veuve, par une femme remariée, par un autre membre de sa famille que ses parents ou par une autre personne. On a supposé que le mineur était alors orphelin de ses parents ou de l'un d'entre eux, même s'il n'est précisé qu'une seule fois que les tuteurs qui agissent pour lui ont sa garde (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/151, fol. 242v, 4 novembre 1365). Sur la surreprésentation des orphelins, MICHAUD-FRÉJAVILLE, 1982, p. 187-190 et 1993.

117. Voir les ordonnances citées plus haut.

118. La promesse de ramener un apprenti fugitif n'a été retrouvée jusqu'à présent que dans deux apprentissages et pour des professions originales, les *dééliers* (Rouen, Arch. dép. Seine-Maritime, 2E 1/154, fol. 262, 26 juin 1393) et les ménestrels (BEAUREPAIRE, 1904b, p. 64, 1401).

- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Notice sur les orfèvres de Rouen », in *Nouveaux Mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1904a, p. 1-18.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Notice sur les ménétriers de Rouen », in *Nouveaux Mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1904b, p. 58-80.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Contrats d'allouement d'apprentis et d'ouvriers maçons et autres documents concernant le métier de maçonnerie », in *Derniers mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1909a, p. 76-79.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Notes diverses », in *Derniers mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1909b, p. 88-95.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Notes sur d'anciennes fabriques de Rouen, d'après des déclarations d'exportation », in *Derniers mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1909c, p. 177-208.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « Contrat relatif à la thériaque », in *Derniers mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1909d, p. 221-223.
- DE BEAUREPAIRE, Charles, « La broderie à Rouen », in *Derniers mélanges historiques et archéologiques concernant le département de la Seine-Inférieure et plus spécialement la ville de Rouen*, Rouen, impr. de L. Gy, 1909e, p. 243-259.
- BERNARDI, Philippe, « Apprentissage et transmission du savoir dans les métiers du bâtiment à Aix-en-Provence à la fin du Moyen Âge (1400-1550) », in *Éducation, apprentissages, initiation au Moyen Âge*, actes du colloque de Montpellier (1991), Montpellier, Centre de recherche interdisciplinaire sur la société et l'imaginaire au Moyen Âge (*Les Cahiers du CRISIMA*, n° 1), 1993, p. 69-79.
- BERNARDI, Philippe, *Métiers du bâtiment et techniques de construction à Aix-en-Provence à la fin de l'époque gothique (1400-1550)*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1995.
- BERNARDI, Philippe, *Maître, valet et apprenti au Moyen Âge. Essai sur une production bien ordonnée*, Toulouse, Université Toulouse Le Mirail (Méridiennes), 2009.
DOI: 10.4000/books.pumi.37823
- BOIS, Guy, *Crise du féodalisme, économie rurale et démographie en Normandie orientale du début du XIV^e siècle au milieu du XVI^e siècle*, Paris, éditions de l'EHESS, 1976.
- BRETTAUER, Isabelle, « Le statut du registre entre usage privé et usage public », in *Tabellionages au Moyen Âge en Normandie: un notariat à découvrir*, Jean-Louis ROCH (dir.), Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre (Changer d'époque, n° 28), 2014, p. 13-24.
- BRETTAUER, Isabelle, « Formulaires et modèles d'actes: formation pratique et théorique des hommes de loi normands dans la seconde moitié du XV^e siècle », in *Apprendre, produire, se conduire: le modèle au Moyen Âge, actes du 45^e congrès de la SHMESP* (Lorraine, 2014), Paris, Publications de la Sorbonne (Histoire ancienne et médiévale), 2015, p. 201-221.

- CAILLEUX, Philippe, « Tabellions et tabellionages de Rouen et de sa vicomté (XIV^e-XV^e siècles) », in *Tabellions et tabellionages de la France médiévale et moderne*, Mathieu ARNOUX et Olivier GUYOTJEANNIN (dir.), Paris, École des Chartes (Mémoires et documents de l'École des Chartes, 90), 2011, p. 155-178.
- CAILLEUX, Philippe, « Pratiques et tarification des actes des tabellions rouennais à la fin du Moyen Âge », in *Tabellionages au Moyen Âge en Normandie: un notariat à découvrir*, Jean-Louis ROCH (dir.), Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre (Changer d'époque, n° 28), 2014, p. 25-44.
- CHÉRUEL, Adolphe, *Histoire de Rouen pendant l'époque communale (1150-1382)*, t. II, Rouen, Nicéas Periaux éd., 1844.
- CHEVALIER, Bernard, *Tours, ville royale: origine et développement d'une capitale à la fin du Moyen Âge (1356-1520)*, Louvain – Paris, Vander-Nauwelaerts, 1975.
- CROWSTON, Clare H., KAPLAN, Steven L. et LEMERCIER, Claire, « Les apprentissages parisiens aux XVIII^e et XIX^e siècles », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 73, 4, 2018, p. 849-889.
- DES MAREZ, Guillaume, « L'apprentissage à Ypres à la fin du XIII^e siècle. Contribution à l'étude des origines corporatives en Flandre », *Revue du Nord*, 2, 1, 1911, p. 1-48.
- Dictionnaire du Moyen Français (DMF 2015)* [en ligne], ATILF CNRS – Université Nancy II, 2015, <http://www.atilf.fr/dmf>.
- FIANU, Kouky, *Promettre, confesser, s'obliger. Devant Pierre Christofle, notaire royal à Orléans (1437)*, Paris, École nationale des chartes, 2016.
- GAUTHIEZ, Bernard, « The Urban Development of Rouen, 989-1345 », in *Society and Culture in Medieval Rouen, 911-1300*, Leonie V. HICKS et Elma BRENNER (éd.), Turnhout, Brepols, 2013, p. 17-64.
- GEREMEK, Bronislaw, *Le salariat dans l'artisanat parisien aux XIII^e-XV^e siècles: étude sur le marché de la main-d'œuvre au Moyen Âge*, Paris, La Haye, Mouton & co, 1968.
- GOURON, André, *La réglementation des métiers en Languedoc au Moyen Âge*, Genève, Droz, 1958.
- GUYOTJEANNIN, Olivier, « Tabellions et tabellionages de la France septentrionale: l'enquête du côté de la diplomatie médiévale », in *Tabellions et tabellionages de la France médiévale et moderne*, Mathieu ARNOUX et Olivier GUYOTJEANNIN (dir.), Paris, École des Chartes (Mémoires et documents de l'École des Chartes, 90), 2011, p. 29-50.
- HAQUET, Claire, *Un « estat des gens tres necessaire »: les « sages marchans et bourgeois de Rouen » de la Harelle à la conquête anglaise (1382-1418)*, thèse d'archiviste-paléographe, École des Chartes (Paris), 2003, 3 vol. (dactyl.).
- Histoire de Rouen*, Michel MOLLAT (éd.), Toulouse, Privat, 1979.
- LARDIN, Philippe, *Les chantiers du bâtiment en Normandie orientale, XIV^e-XVI^e siècle: matériaux et ouvriers*, thèse de doctorat d'histoire, Rouen, département d'histoire, 1995, 2 vol. (dactyl.).
- LARDIN, Philippe, « La crise monétaire de 1420-1422 en Normandie », in *L'argent au Moyen Âge, actes du 28^e congrès de la SHMESP (Clermont-Ferrand, 1997)*, Paris, Publications de la Sorbonne (Histoire ancienne et médiévale), 1998, p. 101-143.

- LARDIN, Philippe, « Les entreprises du bâtiment en Normandie orientale à la fin du Moyen Âge », in *Du projet au chantier. Maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre aux XIV^e-XVI^e siècles*, actes de colloque (Vincennes, 1998), Odette CHAPELOT (dir.), Paris, EHESS, 2001, p. 177-195.
- LARDIN, Philippe, « Apprentissage et allouement dans les registres de tabellionage rouennais », in *Tabellionages au Moyen Âge en Normandie : un notariat à découvrir*, Jean-Louis ROCH (dir.), Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre (Changer d'époque n° 28), 2014, p. 121-137.
- Le roule des plès de heritage de la mairie de Jehan Mustel (1355-1356)*, Lucien VALIN (éd.), Rouen, Wolf, 1924.
- LETT, Didier, *Hommes et Femmes au Moyen Âge. Histoire du genre, XII^e-XV^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2013.
- MAYADE-CLAUSTRE, Julie, « Le corps lié de l'ouvrier. Le travail et la dette à Paris au XV^e siècle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 60, 2, 2005, p. 383-408.
- MICHAUD, Francine, « Apprentissage et salariat à Marseille avant la peste noire », *Revue historique*, 589, 1, 1994, p. 3-36. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34349205q>
- MICHAUD, Francine, « Exploités ou profiteurs ? Les apprentis marseillais avant la Peste Noire », *Médiévales*, 30, 1996, p. 83-96. DOI: 10.3406/medi.1996.1354
- MICHAUD, Francine, « Serviteurs et domestiques à Marseille au XIV^e siècle », in *Le petit peuple dans l'Occident médiéval : terminologies, perceptions, réalités*, actes de colloque (Montréal, 1999), Pietro BOGLIONI, Robert DELORT et Claude GAUVARD (dir.), Paris, Publications de la Sorbonne (Histoire ancienne et médiévale, 71), 2002, p. 395-405. DOI: 10.4000/books.pSORBONNE.14019
- MICHAUD, Francine, « From apprentices to wage-earners: child labour before and after the Black Death », in *Essays on Medieval Childhood*, Joel ROSENTHAL (éd.), Donington, Shaun Tyas, 2007, p. 75-92.
- MICHAUD-FRÉJAVILLE, Françoise, « Contrats d'apprentissage en Orléanais. Les enfants au travail (1380-1450) », in *L'enfant au Moyen Âge. Littérature et civilisation*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence (*Sénéfiance*, 9), 1980, p. 61-71. DOI: 10.4000/books.pUP.2700
- MICHAUD-FRÉJAVILLE, Françoise, « Bons et loyaux services. Les contrats d'apprentissage en Orléanais (1380-1480) », in *Les entrées dans la vie. Initiations et apprentissages*, actes du 12^e congrès de la SHMESP (Nancy, 1981), Nancy, Presses de l'Université de Nancy, 1982, p. 183-208.
- MICHAUD-FRÉJAVILLE, Françoise, « Crise urbaine et apprentissage à Orléans (1475-1500) », in *Villes, bonnes villes, cités et capitales. Études d'histoire urbaine (XII^e-XVIII^e siècle)*, Monique BOURIN (dir.), Tours, Publications de l'Université de Tours, 1989, p. 13-23.
- MICHAUD-FRÉJAVILLE, Françoise, « Apprentis et ouvriers vigneron, les contrats à Orléans au XV^e siècle », in *Le vigneron, la viticulture et la vinification en Europe occidentale, au Moyen Âge et à l'époque moderne*, actes de colloque (Flaran 11, 1989), Auch, Comité départemental du tourisme du Gers, 1991, p. 273-285. DOI: 10.4000/books.pUMI.22937

- MICHAUD-FRÉJAVILLE, Françoise, « Enfants orphelins, enfants séparés, enfants élevés : gardes et apprentissages des mineurs d'âge à Orléans au XV^e siècle », in *Éducation, apprentissages, initiation au Moyen Âge*, actes du colloque de Montpellier (1991), Montpellier, Centre de recherche interdisciplinaire sur la société et l'imaginaire au Moyen Âge (*Les Cahiers du CRISIMA*, n° 1), 1993, p. 297-308.
- PELLEGRIN, Nicole, « L'apprentissage ou l'écriture de l'oralité : quelques remarques introductives », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 40, 3, 1993, p. 356-386. DOI: 10.3406/rhmc.1993.1679
- RADZIHOVSKA, Olena, « À propos du coût du travail à Aix-en-Provence au XV^e siècle : apprentissage et salariat à travers les actes notariés », in *La ville au Moyen Âge*, actes du 120^e congrès des sociétés historiques et scientifiques (Aix-en-Provence, 1995), Noël COULET et Olivier GUYOTJEANNIN (dir.), Paris, CTHS, 1999, p. 329-338.
- Regesta regum Anglo-Normannorum, 1066-1154*, vol. II : *Regesta Henrici primi, 1100-1135*, Charles JOHNSON et Henry A. CRONNE (éd.), Oxford, Clarendon Press, 1956.
- RIVIÈRE, François, « Salariat et apprentissage à travers la réglementation professionnelle normande. Réflexions à partir des cas de Lisieux et de Gisors (1430-1540) », in *Rémunérer le travail au Moyen Âge. Pour une histoire sociale du salariat*, Patrice BECK, Philippe BERNARDI et Laurent FELLER (dir.), Paris, Picard, 2014, p. 265-277.
- RIVIÈRE, François, « Les femmes dans les métiers organisés à Rouen aux XIV^e et XV^e siècles : des droits exceptionnels en Normandie comme en Europe », in *"Tout ce qu'elle saura et pourra faire". Femmes, droits, travail en Normandie du Moyen Âge à la Grande Guerre*, Anna BELLAVITIS, Virginie JOURDAIN, Virginie LEMONNIER-LESAGE, et al. (dir.), Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2015, p. 29-42.
- RIVIÈRE, François, *Travail et métiers en Normandie à la fin du Moyen Âge. Institutions professionnelles et régulation économique*, thèse de doctorat d'histoire, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2017, 2 vol. (dactyl.).
- RIVIÈRE, François, « L'institutionnalisation de l'apprentissage et les organisations de métiers à Rouen à la fin du Moyen Âge », *Mélanges de l'École française de Rome – Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 131, 2, 2019, p. 207-219. DOI: 10.4000/mefrim.6386
- RIVIÈRE, François, « Des artisans aux marges de la littérature : les gardes des métiers, un office de l'écrit ? (Normandie, XIV^e-XVI^e siècles) », in *La plume et le calame. Entre Orient et Occident, les métiers de l'écrit à la marge*, Isabelle BRETTHAUER, Anna CAIOZZO et François RIVIÈRE (dir.), Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2020, p. 277-315.
- ROCH, Jean-Louis, *Un autre monde du travail : la draperie en Normandie au Moyen Âge*, Mont-Saint-Aignan, Presses Universitaires de Rouen et du Havre, 2013.
- ROCH, Jean-Louis, « Introduction », in *Tabellionages au Moyen Âge en Normandie : un notariat à découvrir*, Jean-Louis ROCH (dir.), Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre (*Changer d'époque*, n° 28), 2014, p. 9.
- Rouen au temps de Jeanne d'Arc et pendant l'occupation anglaise (1419-1449) : documents publiés avec introduction et notes*, Paul LE CACHEUX (éd.), Rouen, A. Lestringant ; Paris, A. Picard, 1931.

- ROY, Thomas, *Rémunérations, travail et niveau de vie à Dijon à la fin du Moyen Âge*, thèse de doctorat d'histoire médiévale, université de Bourgogne Franche-Comté, 2019, 2 vol. (dactyl.).
- SCHULZ, Knut, *Handwerksgesellen und Lohnarbeiter. Untersuchungen zur oberrheinischen und oberdeutschen Stadtgeschichte des 14. bis 17. Jahrhunderts*, Sigmaringen, Thorbecke, 1985.
- WESOLY, Kurt, *Lehrlinge und Handwerksgesellen am Mittelrhein. Ihre soziale Lage und ihre Organisation vom 14. bis ins 17. Jahrhundert*, Frankfurt am Main, W. Kramer, 1985.
- WOLFF, Philippe, *Commerces et marchands de Toulouse (v. 1350-v. 1450)*, Paris, Plon, 1954.